

Skiredj Rachid

Skiredj Rachid est un ancien fonctionnaire de la police marocaine. Il était et est resté de longues années en service à Rabat à la direction générale de la Sécurité. Il a servi, comme adjoint de Dlimi, dans le service de documentation et de sécurité, service connu sous le nom de « Cab-1 ».

EN ma qualité d'ancien commissaire de police et adjoint de Dlimi, je tiens tout de suite à dire que les opérations d'enlèvement, de séquestration et de liquidation même de personnes sont des procédés, du moins de mon temps, courants dans les services où j'ai travaillé.

Mehdi Ben Barka a toujours été l'objet d'une attention particulière de la part du service de sécurité marocaine. On y a toujours présenté Mehdi Ben Barka comme un élément dangereux, qu'il fallait absolument combattre, et par tous les moyens.

Deux jours après l'accession d'Oufkir à la direction de la Sûreté nationale, il me rendit visite dans les locaux du « Cab - 1 ». Il m'a demandé de lui sortir le dossier du Colonel Oufkir, c'est-à-dire le sien, et le dossier de Mehdi Ben Barka.

Le dossier de Mehdi Ben Barka contenait certains rapports qui, visiblement, devaient intéresser Oufkir parce qu'il voulait surtout des renseignements sur Mehdi à l'extérieur.

En effet, Mehdi Ben Barka, après l'affaire de Michel Lahrizi, avait quitté le Maroc. Oufkir m'a prié de lui lire les rapports en arabe que contenait le dossier. Ces rapports étaient envoyés de Paris même par un commissaire de police qui y vivait sous la couverture d'une activité d'étudiant.

Quelque temps après, il m'a présenté ses collaborateurs. Dlimi devait réorganiser les brigades de sécurité ou brigades spéciales.

A partir de ce moment-là, on va entendre parler beaucoup de Ben Barka. Un peu partout on essaie de se renseigner. Des correspondances officielles vont être adressées à la Sûreté nationale française à ce sujet. Et j'ai appris à cette époque-là que Mehdi Ben Barka avait échappé, avec un militant de l'U.N.F.P., à une tentative d'enlèvement à Paris même, ce qui a expliqué par la suite le départ de Mehdi Ben Barka pour Genève.

Puis ce fut le retour de Mehdi Ben Barka à l'occasion du deuxième congrès de l'U.N.F.P. Dès son retour, les services du « Cab - 1 » ont reçu l'ordre de multiplier les efforts pour essayer de le suivre de très près. Les brigades de sécurité de Rabat et de Casablanca ont été munies de voitures radio qui le surveillaient constamment, ouvertement.

A la veille du congrès, la brigade de renseignements envoie un renseignement sur un certain M., chauffeur. Cet homme est enlevé trois jours avant l'ouverture du congrès : il est interrogé dans les locaux de Rabat, torturé, après des perquisitions. On lui donne un 7-65, on le présente devant le Tribunal de Rabat pour détention d'armes : il fallait bien justifier un « complot » qui n'a pas eu lieu.

Dlimi, lui-même, avait des instructions venant de haut lieu pour s'occuper de Ben Barka. Et ce fut l'attentat sur la route de Casablanca. Cet attentat a été commis par la police et par l'inspecteur Slaoui, qui était chargé de provoquer un accident et, en cas de besoin, de passer avec la voiture sur le corps de Mehdi.

Une communication téléphonique a été passée de Marrakech par Dlimi qui s'y trouvait avec Oufkir et le roi. Dlimi ne semblait pas satisfait des explications de Slaoui et cela s'est terminé ainsi : « Vous êtes un âne, il fallait passer dessus, il fallait en terminer ».

J'ai été obligé personnellement de quitter le Maroc. A mon arrivée en France j'ai appris qu'Oufkir s'y trouvait. Je suis allé le voir pour lui remettre ma démission. Oufkir a refusé et m'a dit : « Si tu ne veux pas exercer à Rabat au service, j'ai besoin de toi ailleurs, ici à Paris ».

Il m'a donné rendez-vous pour le 6 janvier 1963. Il est revenu du Maroc en compagnie d'El Mahi et d'autres policiers marocains. Le général Oufkir devait dîner à l'ambassade du Maroc et je devais l'attendre à son hôtel. J'ai attendu ainsi plusieurs jours, à réfléchir, pour savoir ce qu'on me voulait. A l'hôtel, où j'habitais, il y avait des personnes qui me paraissaient suspectes, elles avaient l'allure de policiers.

A chaque fois que je sortais, j'étais suivi. J'ai finalement réussi à les semer et je suis allé trouver à ce moment-là des amis, les frères algériens, et c'est grâce à eux que j'ai pu retourner à l'hôtel le soir même pour récupérer mes bagages.

Pendant que je faisais ma valise, le téléphone a sonné : c'était El Mahi. Il me dit que le général Oufkir était furieux parce que je n'étais pas revenu le voir et que je devais le rejoindre à Orly immédiatement. Naturellement, je n'y suis pas allé et je suis allé me réfugier à la mission algérienne.

Le lendemain, les autorités algériennes m'ont fourni un laissez-passer et je suis parti en Algérie. En y arrivant, j'ai appris que la famille française qui m'avait logé avait été inquiétée par la police.